

Besser zusammen leben

Mieux vivre ensemble



7ème Rencontre nationale des commissions cantonales et communales des étrangers et des commissions pour l'intégration

Fribourg, 10 juin 2010

Rapport de synthèse

Synthèse

Le débat sur l'intégration est largement marqué par l'image que nous nous faisons des immigrants. Dans ce contexte, la différence visible de « l'étranger » revêt une grande importance: aspect, vêtements, pratiques culturelles et religieuses. Les personnes venant d'Afrique, d'Asie, d'Arabie, musulmans intégristes, se différencient nettement des autochtones. Cependant, les deux tiers des immigrants venus en Suisse sont originaires de l'UE ou des pays de l'AELE. Les personnes venues d'Italie, d'Allemagne, du Portugal, de Serbie et de France constituent le plus grand groupe d'immigrants. L'immigration réelle a donc un visage européen. Il convient de porter un regard plus nuancé sur la réalité différenciée de l'immigration. C'est là que se pose la question de savoir comment on aborde les communautés d'immigrants, quels sont les signaux émis par le débat sur l'intégration, quels sont les thèmes prédominants et qui l'on entend atteindre.

L'intégration est un processus basé sur la réciprocité qui concerne autant les immigrants que la société d'accueil. Si l'on prend pour base la notion d'intégration structurelle, alors l'intégration signifie la participation, avec les mêmes droits pour tous, à la vie économique, politique, sociale et culturelle dans le respect de la spécificité culturelle. Ici, la Suisse peut mettre en avant un bilan relativement positif. On constate une hétérogénéité grandissante des groupes d'immigrants et, globalement, une diversification de la société.

Dans son allocution de bienvenue, Francis Matthey, président de la Commission fédérale pour les questions de migration explique que, au vu de l'évolution, la société doit s'entendre pour redéfinir les valeurs du « vivre ensemble ». Selon lui, l'objectif doit être une société marquée par la solidarité et des constellations de vie valorisantes. Les migrantes et migrants sont importants pour la cohésion sociale du pays, ainsi que pour le développement économique. La fragmentation croissante et l'individualisation constituent un défi pour les sociétés modernes. La mutation de la société s'effectue aux côtés d'une classe moyenne inquiète, qui voit les processus d'ouverture d'un œil sceptique, voire hostile.

Différentes approches régionales ou communales de politique d'intégration sont présentées tout au long de la manifestation.

Pierre-Alain Clément, syndic de Fribourg, explique que l'internationalisation du tissu social de la ville et son développement multiculturel renforcent l'attractivité de Fribourg. La population comprend 30 % d'étrangers dont de nombreux étudiants et étudiantes qui contribuent à façonner l'ambiance de tolérance et d'ouverture qui règne dans la ville. Pour lui, l'avenir de Fribourg passe par le « vivre ensemble » interculturel.

Selon Erwin Jutzet, conseiller d'Etat et vice-président du gouvernement de Fribourg, la politique d'intégration du canton est pragmatique et est menée avec de faibles ressources. Un schéma directeur en matière d'intégration fait actuellement l'objet d'une consultation. Son objectif est de lancer un débat sur les questions d'intégration, notamment dans l'espace politique. A ce propos, le dialogue interculturel avec les citoyens et citoyennes musulmans a son importance. Le canton a introduit cette démarche dans le cadre d'une prise de position critique au vu de l'interdiction de la construction de minarets.

Cohabitation dans le Rheintal: « mitenand statt nebetenand »

La contribution de Jürgen Nagel, président de la commission d'intégration de St. Margarethen, commence par un bref reportage télévisé sur la situation à St. Margarethen. La commune a le taux d'étrangers le plus élevé de Suisse, soit 44 %. De nombreux étrangers et étrangères sont originaires des Balkans, en majorité d'Albanie. Entre-temps la commune compte plus de musulmans que de protestants. Aux yeux des responsables communaux, la cohésion sociale est

menacée par le nombre élevé d'étrangers. Les principaux problèmes viennent de la prédominance de couches sociales peu instruites, du taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes étrangers et de la ségrégation marquée en termes de logement et de formation scolaire (70 % des écoliers ont des parents étrangers). La présence massive des étrangers dans l'espace public induit un sentiment d'insécurité auprès de la population autochtone.

La commune est victime d'une mauvaise image de marque et est stigmatisée en tant que « Mecque des immigrés », qui fait fuir les investisseurs potentiels. Avec son projet « mitenand statt nebetenand », la commune entend vaincre ce stigmate et envoyer des signaux positifs. Elle table sur une « politique d'intégration réactive, plutôt encline à appliquer des sanctions ». Au centre de cette politique, il y a des conventions d'intégration passées avec les immigrants, qui comportent un certain nombre d'exigences vis-à-vis des immigrants. Ceux-ci sont libres de signer ou non une convention d'intégration, qui octroie des droits et impose des devoirs aux immigrants. Ainsi, les immigrants peuvent suivre des cours de langue; mais dans le même temps, la non fréquentation du cours d'allemand entraîne la réduction des prestations sociales. On espère que cette convention incitera les immigrants à participer à la vie de la commune; en échange de quoi, l'obtention de la citoyenneté sera facilitée.

La commune a créé un poste de chargé de l'intégration et un groupe de pilotage en vue de coordonner les activités d'intégration. Le développement des quartiers constitue un élément important du travail d'intégration afin d'éviter l'apparition de « groupes sociaux parallèles ». Dans ce contexte, la commune table sur une plus forte participation des immigrants aux associations, sur le recrutement de personnes clés en tant que multiplicateurs majeurs, et sur la présence de personnes capables de créer des « passerelles » pour mieux atteindre les groupes cibles et favoriser le dialogue interreligieux.

« Marly sympa » : un projet de la commune de Marly

La commune de Marly a obtenu le prix suisse de l'intégration en 2009 pour son projet « Marly sympa ». L'accent est mis sur le développement des quartiers et l'animation jeunesse en milieu ouvert, qui met en œuvre des projets proches de la base, destinés aux jeunes des quartiers, avec des idées non conventionnelles. Marly a déjà lancé un travail socioculturel préventif s'adressant aux jeunes il y a 25 ans et mis à disposition du personnel pour étayer ce processus. La politique d'intégration adoptée est plutôt offensive et mise sur une coopération participative volontariste. Selon Michel Favre, directeur du projet, cela requiert davantage de moyens en termes de temps et de personnel, mais rapporte de bons résultats. On fait appel à des « agents culturels » parmi le groupe des migrants, qui organisent des projets bénévoles avec les jeunes. La commune s'entend comme une administration active, proche des citoyens, qui affiche la politique d'ouverture des institutions communales avec « l'esprit de Marly ». La création de réseaux et le recrutement de partenaires pour le développement des quartiers permettent de gagner des ressources et des potentiels qui auront un impact positif.

En comparant les différentes approches, il apparaît clairement que, sur le plan sociétal, l'espace urbain (Fribourg) peut profiter davantage de l'immigration que l'espace rural (St. Margarethen, Marly). Les sociétés urbaines sont variées et leur ouverture d'esprit facilite l'intégration des immigrants. En milieu rural, les potentiels d'intégration de la société civile sont susceptibles de se trouver débordés avec l'arrivée d'un grand groupe ethnique comme cela est le cas à St. Margarethen, et entraîner une tendance au cloisonnement des deux côtés.

Dans le **débat** qui a suivi, l'on a évoqué les processus communaux d'intégration et de développement des quartiers ainsi que le rôle des commissions d'intégration.

L'intégration a lieu au niveau communal; le dialogue avec les migrants et leur participation au processus de développement sont d'une importance essentielle. La participation politique est une condition préalable à une « véritable » intégration et celle-ci doit être rendue possible par le droit de vote cantonal et communal. La participation se base sur la maîtrise de la langue, c'est pourquoi de bonnes connaissances de la langue constituent une condition nécessaire à l'intégration. La deuxième et la troisième génération se sentent déjà suisses. Cependant, la réalité politique entrave l'intégration, car l'accès à la citoyenneté n'est toujours pas facilité.

Avec la progression de l'immigration, on assiste également à une montée des craintes quant à une trop grande emprise étrangère. Les conseils consultatifs et les commissions en matière d'étrangers pourraient jouer un rôle d'intermédiaire pour apaiser les craintes, éliminer les barrières et favoriser le dialogue entre les autochtones et les immigrés. Dans l'ensemble, on relève la demande d'une plus forte implication des commissions d'intégration dans les processus de développement communaux. En raison du caractère consultatif de ces commissions en matière de développement des quartiers, on peut supposer qu'on ne les perçoit pas suffisamment. Cela apparaît notamment dans les « projets urbains ». La qualité et l'acceptation des commissions d'intégration sont tributaires du **processus de sélection** des membres, de la **structure** des commissions, de **l'implication politique** et des **compétences** (fonction consultative, compétence décisionnaire), ainsi que des **ressources** en termes de finances et de personnel.

La politique d'intégration actuelle est trop fortement axée de manière unilatérale sur les immigrants et pose des exigences élevées en termes d'adaptation. Jusqu'à présent, l'on n'a pas suffisamment tenu compte dans l'approche politique de la sensibilisation des Suisses aux exigences d'une société d'immigration. Il convient de changer de vision et de passer de l'orientation vers le déficit à une orientation vers les ressources et, ainsi, à la mise en place d'une nouvelle « culture de l'accueil ».

Gudrun Kirchhoff, Schader-Stiftung:

Gudrun Kirchhoff est sociologue et travaille depuis janvier 2006 en qualité de conseillère scientifique auprès de la fondation Schader à Darmstadt. Ses domaines de spécialisation sont: la migration et l'intégration dans l'espace social ainsi que le développement social des quartiers.

Juillet 2010